

Les Canalisateurs alertent

Dossier de la rédaction de H2o
 Avril 2022

C'est au centre omnisports Pierre-Coulon à Bellerive-sur-Allier, à proximité de Vichy, à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, que les Canalisateurs Auvergne-Rhône-Alpes ont réuni 110 entrepreneurs, élus locaux, représentants de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage. Décliné simultanément dans 16 régions de France par les délégataires territoriales de l'organisation professionnelle, cet événement national était placé sur le thème "Eau et changement climatique : entre urgence et résilience", avec un mot d'ordre : "rendre visible l'invisible" (dixit le Rapport mondial 2022 des Nations unies sur la mise en valeur des ressources en eau). Interviewée en duplex par le président des Canalisateurs Alain Grizaud, l'hydrologue Emma Haziza a rappelé les impacts du changement climatique sur les ressources en eau douce française qui ont vu apparaître en 2020 les premiers conflits d'usages. Dans cet inquiétant contexte, syndicats et régions des eaux, représentants locaux de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage ont témoigné de leur engagement, pour préserver une ressource en eau de plus en plus rare, et pour maintenir impérativement la qualité des infrastructures de réseaux d'eau potable et leur pérennité. Avec les Assises de l'eau d'août 2019, une véritable prise de conscience a été actée. Depuis la crise sanitaire, le plan de relance national de 2021 a réactivé la nécessité de la sécurisation des réseaux. "Au niveau régional, c'est entre 20 % et 25 % de l'eau traitée qui repart dans la nature faute de renouvellement des réseaux !", s'alarme Stéphane Graupner, directeur régional Rhône-Alpes Canalisateurs du Sud en soulignant avec Jean-Luc Garcia, président de Canalisateurs Auvergne, le besoin de sécuriser la ressource en eau et ses financements. "Seulement 0,6 % des réseaux sont renouvelés par an en France ! Ce n'est pas suffisant. À ce rythme, il faudrait 150 ans pour renouveler la totalité des réseaux !", alerte Denis Delhomme, administrateur de CINOV Ingénierie, en encourageant les collectivités à signer des accords-cadres, à faire appel aux cabinets d'ingénierie pour continuer à innover, trouver de nouveaux outils, rechercher les fuites... et investir dans le renouvellement des infrastructures en eau en incitant les élus à faire de l'eau un pilier de leur politique.

Changer, communiquer et partager. C'est l'enjeu des nécessaires échanges d'expériences à encourager entre collectivités au niveau national qui permettent de mutualiser les pratiques. C'est aussi l'enjeu de stratégies Eau réciproquement mises en place au niveau régional par plusieurs collectivités d'Auvergne-Rhône-Alpes engagées pour des Territoires "Eau-Responsables" coordonnés par le Groupe de recherche, animation technique et information sur l'eau (GRAIE) et l'Association scientifique et technique pour l'eau et l'environnement (ASTEE). La maîtrise d'œuvre et l'action pédagogique constituent des fondamentaux dans la connaissance du réseau d'eau par les collectivités. "La généralisation de Territoires Eau-Responsables à l'échelle régionale permettrait par exemple de retrouver une eau durable et saine, de recharger les nappes souterraines, d'améliorer la qualité de vie en zone urbaine et de mieux gérer le risque inondation, comme c'est le cas dans la vingtaine de Territoires Eau Responsables actuels", souligne Patrice Couchaud, vice-président de Loire-Forez Agglomération. Pierre Berger, président de la Fédération régionale des travaux publics (FRTP Auvergne Rhône-Alpes) rappelle par ailleurs que la profession est particulièrement engagée dans la décarbonation et travaille, au niveau national, sur les projets de réutilisation des eaux usées (REUSE) afin de faciliter leur mise en œuvre.

Les Canalisateurs